



Service public fédéral
Personnel et Organisation

Le Cadre d'Auto-évaluation de la Responsabilité sociétale (CARS)

Un outil pour la mise en œuvre de la
Responsabilité sociétale dans une
organisation publique

Jean-Marc Dochot

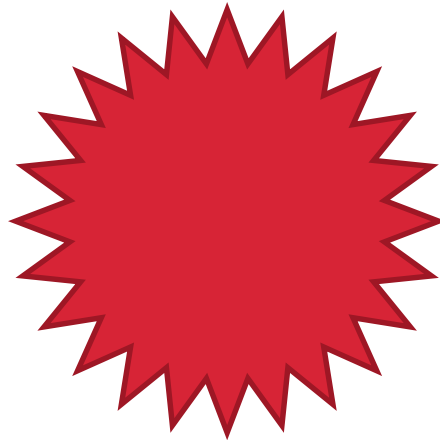
Vincent Triest

2016



La Responsabilité sociétale

la raison d'être



et la vocation
élargie

de l'organisation publique
au service de la société

La Responsabilité Sociétale et le secteur public

Place et importance

- ❑ La mission première d'une organisation publique est de répondre à des attentes de la société

Pour une organisation publique, la Responsabilité sociétale présente un caractère organique : c'est sa raison d'être, celle qui justifie sa création

- ❑ Outre sa mission première, une organisation publique doit adopter dans toutes ses activités un comportement responsable sur le plan sociétal

La Responsabilité Sociétale et le secteur public

Enjeu de la politique européenne

Consultation publique sur la stratégie Europe 2020: vers une stratégie de croissance post-crise pour l'Europe

La stratégie Europe 2020 a été lancée en 2010, dans le contexte d'une crise sans précédent. Elle énonce une **vision** pour une **croissance intelligente, durable et inclusive** pour l'Europe d'ici 2020, sur la base de **cinq grands objectifs**:

1. **75% de personnes âgées de 20 à 64 ans employées;**
2. **Investir 3% du PIB dans la recherche et le développement;**
3. **Réduire les émissions de gaz à effet de serre** d'au moins 20%, augmenter la part des énergies renouvelables à 20% et améliorer l'efficacité énergétique de 20%.
4. **Réduire les taux d'abandon scolaire** à moins de 10% et augmenter la proportion de jeunes avec un diplôme de troisième niveau à au moins 40%;
5. Veiller à ce que 20 millions de personnes en moins soient en **risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.**

La Responsabilité Sociétale et le secteur public

L'actualité

- **Les inégalités de revenu pèsent-elles sur la croissance économique?**

recherches de l'OCDE (déc. 2014): toute amplification de ces inégalités fait chuter la croissance économique.

Une des raisons : les plus défavorisés se trouvent moins à même d'investir pour s'instruire. Corriger les inégalités peut rendre nos sociétés **plus justes** et nos économies **plus fortes**.

- **A Bruxelles, de nombreux exclus du chômage ne font pas fait appel au CPAS**

« *Il y a surtout une grande partie de la population qui est en déstructuration sociale.* » Nous demandons instamment que ces gens puissent faire l'objet d'un suivi soit par l'ONEM soit par ACTIRIS. La thèse est que, sans doute, **un appauvrissement généralisé est en cours** et qu'on est en train de vivre un phénomène de " Sherwoodisation ". Avec des **personnes qui se marginalisent et coupent tout lien avec la société** et donc aussi avec l'assistance publique pour entrer dans des logiques de débrouille.

Source RTBF info 22/05/15

La Responsabilité Sociétale et le secteur public

Pourquoi s'en préoccuper spécifiquement?

- Rappeler la raison d'être du service public
- La réputation de l'administration, son image dans les médias (ex: hiver 2012- RTBF)
- Pour attirer les compétences dans le secteur public
- Pour augmenter la motivation du personnel
- Pour améliorer ses relations avec toutes ses parties prenantes: entreprises, fournisseurs, autres organisations publiques, media, citoyens/clients et son voisinage immédiat

La norme ISO 26000 dédiée à la Responsabilité sociale

Origine:

- Groupe de travail avec 6 catégories d'acteurs:
 - Industrie, Gouvernement, Consommateurs, ONG, Travailleurs, autres
- 99 pays + 42 organisations (privé + public),
- Equilibre entre pays développés et en développement
- 500 experts
- Norme sans fin de certification: lignes directrices
- Nombreux facteurs, pas de niveau commun d'exigence
- 7 questions centrales subdivisés en domaines d'action permettant de cerner l'impact sociétal des activités de l'organisation

L'adaptation de la norme Iso 26000 au secteur public : le Cadre d'Auto-évaluation de la Responsabilité sociétale (CARS)

- ISO 26000 annoncé comme compatible avec toute organisation privée ou publique
- 5 expériences pilotes dans l'administration fédérale soutenues par l'IFDD (2010-2011)
- Rapport confirmant la nécessité de l'adaptation de la norme au secteur public (2012)

Les 7 questions centrales du CARS (adaptation des questions centrales d'ISO 26000)

7 questions centrales

1. Gouvernance de l'organisation
2. Droits de l'Homme
3. Relations et conditions de travail
4. L'environnement
5. Loyauté des pratiques
6. Relations avec les citoyens
7. Communautés et développement local

7 Centrale aandachtspunten

1. Bestuur van de organisatie
2. Mensenrechten
3. Betrekkingen en arbeidsomstandigheden
4. Het milieu
5. Loyaliteit van praktijken
6. Relaties met de burgers
7. Gemeenschappen en lokale ontwikkeling

La responsabilité sociétale élargie à la sphère d'influence de l'organisation

Au-delà des missions et des processus :

- Quelles sont les parties prenantes qui peuvent être influencées dans un sens favorable à la responsabilité sociétale ?
- Quelles actions peuvent-elles être mises en œuvre pour influencer ces parties prenantes ?

Ex: comment convaincre un fournisseur (marché public) d'avoir lui-même des fournisseurs respectant les droits de l'homme et le code du travail (dans les pays émergents)?

CARS

Société

Vision globale

Sphère d'influence

Droits de l'homme

Loyauté des pratiques

Stakeholders I

Gouvernance

Relations et conditions de travail

Relations avec le citoyen

Personnel

Citoyens

**Processus
Outputs
Outcomes**

Environnement

Communauté et développement local

Stakeholders II

Le CARS : un processus structuré

Le CARS repose sur un **processus structuré** qui permet d'adopter une **stratégie** de **Responsabilité sociale** :

- ✓ Identifier les **missions** et les **activités-clés** ainsi que les **questions centrales** concernées
- ✓ Identifier les **parties prenantes**
- ✓ Evaluer **l'importance des questions centrales** pour l'organisation et pour les parties prenantes
- ✓ Identifier les **attentes des parties prenantes** pour les questions centrales les plus importantes
- ✓ Evaluer **l'impact** de l'organisation sur les parties prenantes et l'impact de celles-ci sur l'organisation
- ✓ Evaluer la **sphère d'influence** de l'organisation
- ✓ Identifier les **domaines d'action** prioritaires
- ✓ Elaborer un **plan d'action**
- ✓ **Mettre en œuvre** le plan d'action
- ✓ Evaluer la **réalisation du plan d'action** et la **gouvernance** de l'organisation par rapport à la Responsabilité sociale

Ce processus structuré comporte **22 étapes** qui sont réparties en **2 parties** et **5 phases**

La démarche du CARS : 2 parties, 5 phases et 22 étapes

Partie 1 – L'élaboration du plan d'action

Phase 1 - La préparation de la démarche de Responsabilité sociétale.

Phase 2 - Les questions centrales et les parties prenantes :
identification, pondération et attentes.

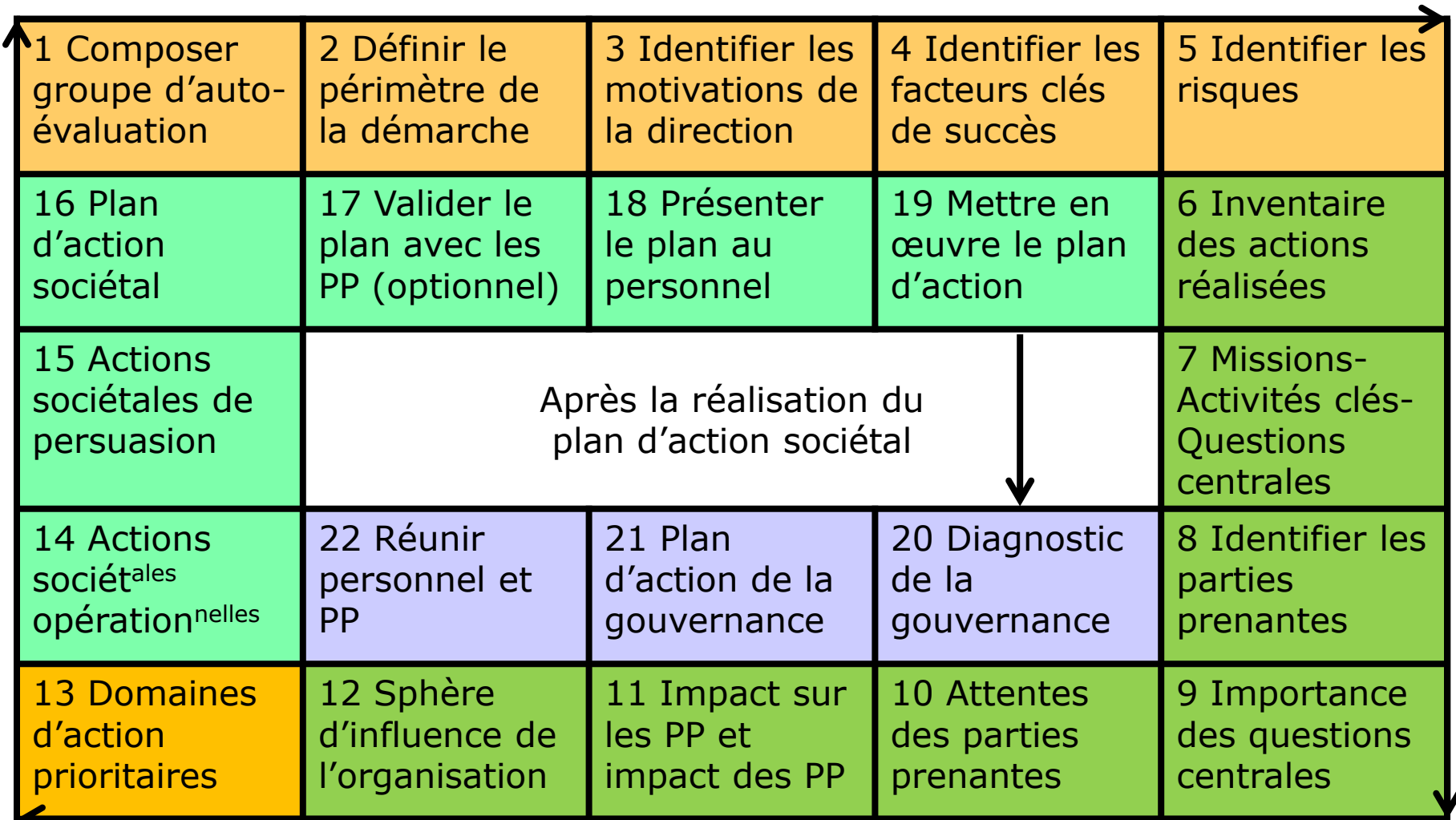
Phase 3 - Les domaines d'action de Responsabilité sociétale
prioritaires pour l'organisation

Phase 4 - Le plan d'action sociétal

Partie 2 – Après la réalisation du plan d'action sociétal

Phase 5 - Evaluer la réalisation du plan d'action et la gouvernance de
l'organisation par rapport aux enjeux sociétaux

La démarche du CARS : 2 parties, 5 phases et 22 étapes



Phase 1

Phase 2

Phase 3

Phase 4

Phase 5

Résultats du CARS – partie 1 :

Le plan d'action sociétal

Tableau 16 : Plan d'action sociétal de l'organisation

Plan d'action sociétal	
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

Résultats du CARS – partie 2 :

Le plan d'amélioration de la gouvernance

Tableau 18 : Plan d'amélioration de la gouvernance

Les actions d'amélioration de la gouvernance	
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

Les supports du CARS



La brochure de présentation générale du CARS



Le guide de mise en œuvre pour le participant



La présentation PPT (90 diapos) qui soutient les 22 étapes du processus



L'accompagnement et le soutien de la démarche

Points de contact DG DOP - Développement de l'Organisation et du Personnel

Ben Smeets, Directeur général a.i.

ben.smeets@p-o.belgium.be

En Cc

Jean-Marc Dochot, conseiller général

jean-marc.dochot@p-o.belgium.be

Vincent Triest, conseiller général

vincent.triest@p-o.belgium.be